



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Auxerre, le 24 septembre 2021

Service Forêt, Risques, Eau et Nature
Unité Forêt, Chasse et Paysage

Le chef de service

à

Affaire suivie par : Alain COLLAS
Tél : 03 86 48 41 64
ddt-sefren-fcp@yonne.gouv.fr

VIREAUSOL SAS
40 rue de Paris
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Recommandé avec AR

OBJET : Défrichement
REF : D2021-22/AC/23/09 /ceh
PJ : Décision
Acte d'engagement

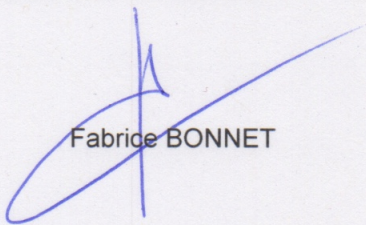
Monsieur le Président,

Suite à votre demande d'autorisation de défrichement complète le 9 août 2021, je vous prie de trouver ci-jointe la décision préfectorale autorisant le défrichement sur une surface de 0,4960 ha de bois sur la commune de VIREAUX.

Je vous invite à prendre connaissance des prescriptions mentionnées dans l'arrêté préfectoral.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le directeur départemental des territoires
Le chef du Service Forêt, Risques, Eau, et Nature,


Fabrice BONNET



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté
portant autorisation de défrichement**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code forestier, notamment ses articles L 214-13, L341-1 et suivants, R 214-30, R.341-1 et suivants ;

Vu l'arrêté n°PREF/SAPPIE/BCAAT/2021/0330 du 6 septembre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Didier ROUSSEL, Directeur départemental des territoires, pour l'exercice des missions générales et techniques de la direction départementale des territoires (DDT) ;

Vu l'arrêté n°DDT/MAJ/2021-10 du 14 septembre 2021 donnant subdélégation de signature pour les compétences exercées par le directeur départemental des territoires de l'Yonne pour l'exercice des missions générales et techniques de la DDT ;

Vu la demande d'autorisation de défrichement complète le 9 août 2021, présentée par Monsieur Jean-Charles LAVIGNE-DELVILLE, représentant la société VIREAUSOL SAS, domicilié 40, rue de Paris – 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT et tendant à obtenir l'autorisation de défricher 0 hectare 49,60 de bois situés sur le territoire de la commune de VIREAUX (Yonne) ;

Vu la situation des terrains en périmètre éloigné de protection du captage dit du « Puits de Frangey » exploité par le SIAEP VIREAUX-SAMBOURG-MOULINS ;

Vu l'avis favorable de l'Agence Régionale de la Santé en date du 22 septembre 2021 ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou de massifs qu'ils complètent ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L341-5 du Code Forestier

Considérant que la décision d'autorisation de défrichement doit préciser expressément les conditions techniques et réglementaire relatives aux compensations forestières subordonnant une décision favorable, conformément à l'article L341-6 du code précité. Ces compensations forestières consistent, en l'exécution, sur d'autres terrains, de travaux de boisement ou de reboisement pour une surface défrichée assortie d'un coefficient multiplicateur égal à 1 à 5 suivant le type de peuplement initial (article L341-6 1°)

ARRÊTE

Article 1 :

Le défrichement de 0,4960 hectare de bois situés sur la commune de VIREAUX et dont les références cadastrales sont les suivantes :

Commune	Section	Numéro	Surface cadastrale	Surface autorisée
VIREAUX	C	793	2 ha 46 a 74 ca	0 ha 10 a 94 ca
VIREAUX	C	794	0 ha 37 a 08 ca	0 ha 12 a 37 ca
VIREAUX	C	1232	2 ha 35 a 58 ca	0 ha 26 a 29 ca

est autorisé.

La durée de validité de cette autorisation est de 5 ans .

Article 2 :

Compensation – Conformément aux dispositions de l'article L. 341-6 du Code forestier, cette autorisation de défrichement est subordonnée à des travaux de boisement ou reboisement (friches, peuplements mal venants) devant être exécutés sur d'autres terrains.

Cette mesure compensatoire est affectée d'un coefficient multiplicateur de 1, compte tenu de la valeur économique et de la fertilité forestière du terrain qualifiée de très faible.

La superficie des terrains à boiser ou reboiser est donc de **0 hectare 49.60**.

La réalisation de ce (re)boisement doit respecter les modalités prévues par l'arrêté préfectoral régional n° 17/433/BAG du 26 septembre 2017 et notamment son annexe 2, à savoir :

- utilisation d'essences forestières (à production de bois) adaptées aux conditions pédologiques et climatiques ;
- plantation à une densité de 1 200 t/ha minimum (hors peupliers et noyers → 150 plants minimum) ;
- entretiens pendant au moins 5 années après la plantation ;
- plantation attenante à un massif boisé déjà existant ;
- être effectuée dans le délai de 5 années à compter de la notification de la présente décision ;
- être validée avant exécution par les services de l'État chargés des forêts.

Cette obligation peut-être acquittée en versant au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois une indemnité d'un montant équivalent dans le département de l'Yonne à 2 600 €/ hectare mais qui ne peut être inférieure à 1 000 Euros.

Le pétitionnaire dispose d'un délai d'un an à compter de la date de la notification de la présente autorisation pour transmettre au service chargé des forêts, l'acte d'engagement (document joint) de réalisation des (re)boisements ou/et d'intention de versement de l'indemnité équivalente.

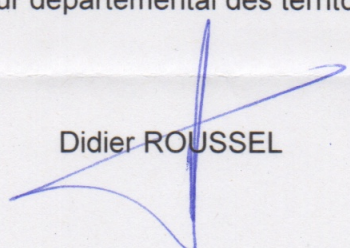
Si le pétitionnaire opte pour le paiement de l'indemnité, le service instructeur procédera à la demande d'émission du titre de perception à réception de sa déclaration.

Si aucune de ces formalités n'a été accomplie dans le délai d'un an à compter de la date de la notification de l'autorisation de défrichement, l'indemnité sera mise en recouvrement.

Fait à Auxerre, le 24 septembre 2021

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires ,

Didier ROUSSEL



Le directeur départemental des territoires de l'Yonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Conformément aux dispositions de l'article L341-4 du code forestier, la présente autorisation de défrichement fait l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi qu'à la mairie de situation du terrain. L'affichage a lieu quinze jours au moins avant le début des opérations de défrichement ; il est maintenu à la mairie pendant deux mois et sur le terrain pendant la durée des opérations de défrichement. Il appartient au demandeur d'avertir le maire, en temps voulu, de la date de commencement des travaux afin qu'il puisse assurer cet affichage.

Le demandeur dépose à la mairie de situation du terrain le plan cadastral des parcelles à défricher, qui peut être consulté pendant la durée des opérations de défrichement. Mention en est faite sur les affiches apposées en mairie et sur le terrain.

Il est rappelé que c'est la date du plus tardif des deux affichages précédemment décrits (sur le terrain et en mairie) qui constitue le point de départ du délai de deux mois de recours des tiers. En cas de contestation d'un tiers, le défaut de la preuve de la régularité de cet affichage fait obstacle à l'expiration du délai de recours des tiers)

Voies et délais de recours :

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des forêts. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification
- soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon. Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent déposer leur recours auprès du tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

ACTE D'ENGAGEMENT**relatif aux obligations mentionnées à l'article L. 341-6 du code forestier****(A transmettre dans le délai d'un an à compter de la date de la notification d'autorisation de défrichement)**

Je soussigné(e), M. (Mme)résident
commune dechoisis, en application des dispositions de
l'article L. 341-6 du code forestier, de m'acquitter des obligations qui m'ont été indiquées dans
l'arrêté préfectoral portant autorisation de défrichement, daté du,.....

(cocher la case correspondant à votre choix et compléter)

- ☐ au titre du 7^{ème} alinéa de l'article sus-visé, en versant au Fonds stratégique de la forêt et du bois la totalité de l'indemnité équivalente⁽¹⁾, soit : Euros, pour servir au financement des actions de ce fonds.

J'ai pris connaissance qu'à réception de la présente déclaration, le service instructeur procédera à la demande d'émission du titre de perception.

- ☐ en versant au Fonds stratégique de la forêt et du bois une partie de l'indemnité équivalente d'un montant de ⁽²⁾..... Euros, qui vient en complément des travaux de boisement / reboisement⁽³⁾ exécutés sur une superficie totale de :ha dans le délai de 5 ans maximum à compter de la date de la notification de l'autorisation de défrichement.

Ces travaux seront réalisés sur les parcelles suivantes :

Commune	Lieu-dit	Section	N°	Surface concernée (ha)	Nature actuelle du terrain	Essence(s) forestière(s) retenue(s)

J'atteste être propriétaire de ces parcelles ou à défaut détenir les autorisations nécessaires pour réaliser les travaux.

Je joins à cette déclaration :

- ☐ le justificatif de propriété et, le cas échéant, le pouvoir du (des) propriétaire(s) autorisant les travaux,
☐ un extrait de plan de situation au 1/25000°
☐ un plan de situation des travaux sur plan cadastral.

- ☐ en procédant uniquement au boisement ou reboisement⁽³⁾ de terrain(s) pour une superficie de ha dans le délai de 5 ans maximum à compter de la date de la notification de l'autorisation de défrichement.

Les travaux seront réalisés sur les parcelles suivantes :

Commune	Lieu-dit	Section	N°	Surface concernée (ha)	Nature actuelle du terrain	Essence(s) forestière(s) retenue(s)

J'atteste être propriétaire de ces parcelles ou à défaut détenir les autorisations nécessaires pour réaliser les travaux.

Je joins à cette déclaration :

- ☐ le justificatif de propriété et, le cas échéant, le pouvoir du (des) propriétaire(s) autorisant les travaux,
- ☐ un extrait de plan de situation au 1/25000^e
- ☐ un plan de situation des travaux sur plan cadastral.

A _____, le _____

Signature

⁽¹⁾ L'indemnité équivalente est de 2600 €/ha dans l'Yonne, mais **ne peut être inférieure à 1000 €**

⁽²⁾ Se calcule comme suit :

Indemnité partielle = (Surface totale fixée par arrêté préfectoral en mesure compensatoire – surface faisant réellement l'objet de travaux de boisement/reboisement) x l'indemnité équivalente totale

Ne s'applique que pour une indemnité équivalente totale supérieure à 1000 €

⁽³⁾ Joindre un justificatif de démarrage des travaux : devis d'une entreprise signé et valant commande, fourniture d'une commande ou facture d'achat de plants, etc.